

# **Temps historique et intégration de l'Amérique du sud**

*Helio Jaguaribe*

## **1. Temps historique et développement**

L'histoire consiste, entre autres choses, en une succession d'étapes. On y distingue des macroétapes comme le Néolithique, l'Âge du Bronze, l'Âge du Fer etc. En termes relativement récents, se sont succédées, à partir de la Renaissance jusqu'à nos jours, la Révolution mercantile, du XV<sup>ème</sup> au XVII<sup>ème</sup> siècle, l'industrielle, de la fin du XVIII<sup>ème</sup> à la moitié du XX<sup>ème</sup> et la technologique, de la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> jusqu'à nos jours.

Chacune de ces étapes a offert des possibilités, convenablement exploitées par quelques sociétés et négligées par d'autres. De grandes civilisations orientales telles que l'indienne et la chinoise ont perdu les possibilités offertes par la navigation transocéanique, lors de la Révolution mercantile, et de ce fait ont pris du retard par rapport à l'Europe occidentale. Ces mêmes civilisations, ainsi que l'Islamique, n'ont pas connu d'industrialisation satisfaisante depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle et sont ainsi devenues des sociétés du Troisième Monde. Quelque chose de semblable s'est passé en

Amérique latine: quoique le Brésil et le Mexique aient atteint un niveau industriel important, ces sociétés sont pourtant restées sous-développées car elles n'ont pas réussi à éléver la plus grande partie de leurs populations à un niveau éducationnel satisfaisant.

À l'heure actuelle nous nous trouvons devant une question angoissante: la perte d'un délai historique peut-elle être rattrapée? La Chine et l'Inde, ainsi que quelques pays du Sud-est asiatique, répondent affirmativement. D'autre part, est significative la mesure où se révèle persistant le retard économique et technologique et, surtout socioculturel, d'un grand nombre de sociétés, y compris celles de l'Amérique latine et, parmi celles-ci, principalement les sociétés andines. Si ce retard persiste, il tendra à être irréversible.

Le processus de développement d'une société, dans les conditions actuelles, est devenu plus complexe dû à la mondialisation accélérée découlant de la Révolution technologique. Au long du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup>, les processus de développement se produisaient au niveau d'États nationaux. Ainsi se sont développés les États-Unis, les pays de l'Europe occidentale et, plus tardivement, le Japon. Dans les conditions actuelles, le processus de mondialisation introduit dans l'ensemble du monde un nouveau protagoniste, l'entreprise multinationale. D'autre part, après le collapsus de l'Union Soviétique, le monde s'est trouvé soumis à une seule superpuissance, les USA.

Parmi les multiples effets qui en découlent, on observe la mesure où les pays restés sous-développés, exception fai-

te de la Chine, l'Inde et de quelques pays du Sud-est asiatique, ont graduellement perdu des marges croissantes d'autonomie interne et externe. Les entreprises multinationales sont devenues économiquement dominantes dans un grand nombre de pays sous-développés, y opérant de manière à rendre compulsive une orientation économique compatible avec les exigences du marché international. Le néo-libéralisme, d'origine anglo-saxonne, a imposé à ces pays son orthodoxie économique, indépendamment des aspirations populaires et de la volonté de leurs leaders. Cette orthodoxie néo-libérale a transformé en ferraille le grand parc industriel de l'Argentine et a provoqué un monétarisme stérilisant au Brésil, malgré les convictions socio-démocratiques d'un président aussi brillant et capable que Fernando Henrique Cardoso, ou de cet ancien leader de gauche, extrêmement intelligent, Luiz Inácio Lula da Silva. D'autre part, l'autonomie externe de ces pays s'affaiblit de plus en plus en fonction de l'agrandissement du pouvoir hégémonique des États-Unis.

Le résultat de ce double processus – hégémonie interne des multinationales et externe des USA – est la réduction d'un nombre croissant de pays à la condition de simples segments du marché international. Restent les aspects symboliques des souverainetés: l'hymne national, le drapeau, les armées de parade, voire des élections dans les sociétés démocratiques. Toutefois, les dirigeants de ces pays, soumis à d'irrésistibles contraintes économiques, culturelles, politiques et, à la limite, militaires, sont forcés à agir de conformi-

té avec les exigences du marché international et les directives de Washington.

Dans ces nouvelles conditions, quelques sociétés réussissent quand même à se développer économiquement et socialement, quoique privées d'autonomie externe et d'une effective autonomie interne. Pourtant, dans ces cas, on ne peut plus parler de "développement national", mais de "développement territorial". Les pays européens, malgré leur haut niveau de développement, ont dû se grouper dans l'Union européenne pour pouvoir conserver d'importants aspects de leur identité nationale et de leur destinée historique respective. Les autres se convertissent, comme nous l'avons déjà observé, en simples segments du marché international. Seuls les pays peu peuplés et d'un niveau éducatif élevé réussissent, dans ces conditions, à prospérer. Ils deviennent des provinces prospères de l'Empire américain. Les pays à grande population, en majorité inculte, sont soumis à la marginalisation et au misérabilisme de leurs grandes masses. D'un autre côté, leurs élites se dénationalisent pour la plupart et deviennent des membres favorisés de l'Empire.

## **2. L'Amérique latine**

Une analyse des conditions actuelles de l'Amérique latine doit, avant toute chose, prendre en compte les effets découlant de la différentiation économique et, dans une large mesure, politique, du nord et du sud de la région. Les pays

du nord de l'Amérique latine, y compris l'Amérique centrale et le Mexique, soumis à l'irrésistible gravitation des États-Unis, formalisée, dans le cas du Mexique, par le traité NAFTA, sont devenus économiquement dépendants du système nord-américain, avec les effets politiques qui en découlent. Le Mexique réussit jusqu'ici à préserver son identité nationale par le pouvoir de sa puissante culture populaire et par le haut niveau de sa culture érudite. Mais, avec à-peu-près 80% de son commerce extérieur dépendant des États-Unis, avec une très grande partie de son économie interne contrôlée par des multinationales américaines, ce pays est absolument attelé à son voisin du Nord.

L'Amérique du sud, au contraire, dispose encore d'une marge considérable d'autonomie, quoiqu'en déclin. Le Brésil, l'Argentine et le Venezuela, constituant plus de 90% de la population et du PIB du Mercosud, représentant une masse populationnelle et économique plus de trois fois plus grande que celle des autres pays de la région, sont sans aucun doute le pilier de support de la marge d'autonomie interne et externe qui subsiste encore en Amérique du sud. Cette autonomie pourtant, comme nous l'avons déjà observé, tend à décliner rapidement si l'on n'adopte pas, et à temps, des mesures correctives. La question de la mesure où les pays de l'Amérique du sud réussiront à préserver une destinée nationale propre dépend, ainsi, au long d'un délai historiquement court et difficilement dépassant les vingt ans, de la conjugaison convenable de deux processus: (1) du point de vue domestique, d'un développement économique et socioculturel

accéléré; (2) du point de vue international, de la consolidation du Mercosud et de la conversion de la Communauté Sud-américaine des Nations en quelque chose d'effectivement opératif, en termes économiques et politiques.

Ces deux processus sont, dans une large mesure, interconnectés. La consolidation du Mercosud, dans un délai relativement court et la subséquente intégration sud-américaine, sont des conditions sine qua non pour la préservation de l'autonomie externe des pays de la région. Une telle intégration n'est pourtant pas viable et ne produira d'effets positifs que si l'on arrive à éléver le niveau de développement économique et socioculturel des pays de l'Amérique du sud, particulièrement les trois déjà mentionnés.

De multiples difficultés, comme celles qui empêchent les efforts d'intégration de l'Amérique du sud, s'opposent à une élévation satisfaisante du seuil de développement des pays sud-américains, y compris ceux qui exercent une influence décisive sur la région. D'une manière générale, les difficultés relatives au développement de ces pays résultent du fait que, exception faite de l'Argentine, le niveau éducatif de deux autres pays formant l'axe de support autonomique de la région est extrêmement faible. Le niveau éducatif est pourtant encore plus bas dans des pays comme la Bolivie, l'Équateur et le Pérou. En ce qui concerne l'Argentine, l'on y voit persister la divisibilité péronisme-anti-péronisme et, ce qui est plus grave, la division entre péronismes de gauche et de droite, et entre les leaderships Kirchner et Duhalde. Ce divisionnisme idéologique a eu des

conséquences fatales dans le cas du “default” argentin de 2001. Le pays sort pourtant rapidement de cette crise. Avec une population ayant le niveau éducationnel le plus élevé de l’Amérique latine, l’Argentine, si des circonstances extérieures ne l’empêchent pas, devra être le pays sud-américain qui atteindra le plus rapidement un seuil de développement satisfaisant. La préservation de son autonomie dépendra toutefois de l’effective intégration de l’Amérique du sud.

En ce qui touche le processus intégratif de la région, il est, en ce moment, difficile, en raison, outre d’autres facteurs, de la crise qui frappe profondément les pays andins. La Bolivie, l’Équateur et le Pérou n’ont pas atteint, au long de leur histoire indépendante, une intégration, même peu satisfaisante, de leurs majorités indigènes et de leurs minorités hispaniques. La Colombie, non seulement se trouve face à cette dichotomie, bien qu’à moindre degré, mais est frappée par l’association de la guérilla révolutionnaire avec le narcotrafic, ce qui fait qu’une partie importante du territoire national échappe au contrôle de l’État colombien, avec de graves répercussions sur la capitale même du pays.

Les difficultés d’intégration sont aggravées par le fait que l’alliance stratégique argentine/brésilienne se trouve encore à un stade plutôt déclaratoire qu’opérationnel. Cette alliance est la condition sine qua non pour la consolidation du Mercosud et pour l’intégration sud-américaine. Malgré l’intention de la majorité des dirigeants de ces deux pays, et nonobstant les progrès atteints depuis les présidences de Sarney et d’Alfonsín, l’entente opérationnelle est encore

modeste et intermittente. Dans la troisième partie de ce travail, on essayera d'en faire un bref commentaire.

Vu les difficultés qui s'opposent tant au processus de développement domestique dans des pays comme le Brésil, l'Argentine et le Venezuela – en plus des autres pays de la région – que celles qui empêchent l'intégration sud-américaine, il faut reconnaître que les premières sont plus difficiles à surmonter. Il en est ainsi car l'intégration régionale, avec toutes les difficultés objectives qu'elle présente, dépend surtout d'une volonté politique clairvoyante. Ce fut une volonté politique clairvoyante qui a mené Alfonsín et Sarney à surmonter les divergences puériles qui plaçaient l'Argentine et le Brésil dans des camps opposés, en transformant des relations antagoniques en relations de coopération, dans un délai extrêmement court. Cette même volonté politique tendra à se manifester, en ce qui concerne l'intégration sud-américaine, à partir du moment où les trois pays déjà mentionnés acquerront un niveau plus élevé de formation politique, soutenu par un processus de développement domestique satisfaisant.

Le problème du développement domestique, dans le cas du Brésil et du Venezuela, découle du fait que les deux pays ont institué une démocratie de masses avant la formation d'une citoyenneté de masses. Ces difficultés sont graduellement surmontées au Venezuela en vertu de la démocratie de référendum instituée par le président Chavez. En contrepartie, la classe moyenne vénézuélienne lui est manifestement opposée, ce qui le mène à un autoritarisme croissant, avec

les inconvénients qui en découlent, parmi lesquels la tendance à une déstabilisation du régime qui aura lieu dans un délai plutôt court.

Parmi les principaux risques auxquels font face les pays sud-américains, dans la mesure où se prolongera leur état actuel de sous-développement domestique et que le processus d'intégration de la région prendra du retard, se trouve le risque pour eux de perdre le délai historique dont ils disposent encore pour rattraper ce retard, sans être transformés en simples segments du marché international et en provinces de l'Empire américain.

Il est certain que les exemples de l'Inde et de la Chine montrent la possibilité d'une récupération tardive d'un délai historique. Ces deux pays sont en train de, simultanément, finaliser leur processus d'industrialisation et de faire avancer rapidement leur développement technologique (mississippi chinoise et électronique indienne), en même temps qu'ils préservent et élargissent leurs marges d'autonomie internationale. Pourquoi l'Amérique du sud et, dans ce continent, des pays comme le Brésil, l'Argentine et le Venezuela ne pourraient-ils aussi, quoique tardivement, rattraper les délais en vue de conclure leur développement national et d'élargir leur autonomie externe?

Cette question restera encore ouverte pour un certain temps. Pourtant, une analyse comparant les cas indien et chinois avec celui de l'Amérique du sud en général et, en particulier, avec ceux du Brésil, de l'Argentine et du Venezuela, révèle l'existence de différences socioculturelles si-

gnificatives favorisant les Orientaux en détriment des Sud-Américains. Il s'agit, en dernière analyse, du fait que la Chine et l'Inde sont détentrices d'une culture millénaire propre qui a réussi à s'occidentaliser en termes techniques-opérationnels tout en conservant leur substrat philosophique, éthique et ethnique. Les pays sud-américains, au contraire, sont d'anciennes colonies ibériques, dépositaires de l'un des versants de la culture occidentale avec laquelle ils s'identifient. Faire partie de l'Empire américain, c'est faire partie de la civilisation occidentale. Cet état de choses s'aggrave lorsqu'on analyse le cas des élites dans chacun de ces blocs. Une grande partie des élites chinoises et indiennes a été élevée dans des universités américaines et a perfectionné ses connaissances en les exerçant aux États-Unis. Malgré cela, ces élites gardent toujours leur caractère national respectif, à quelques exceptions près. Des savants chinois ont emmené à leur pays d'origine – souvent de manière illégale, comme en matière nucléaire et missillistique – les connaissances acquises aux USA. La diaspora chinoise est la principale source de financement externe du développement chinois. Un commentaire semblable, quoique en termes plus nuancés s'applique à l'élite indienne.

Faisant contraste avec cette attitude, une grande partie des élites latino-américaines, surtout les personnes d'aspect nettement ibérique, s'identifie avec les USA. De là, la facilité avec laquelle, dans le cas de l'Amérique du sud, des secteurs significatifs des élites fusionnent avec les élites nord-américaines et, en tant que membres privilégiés, se trouvent dans une situation qui ne leur est pas désagréable.

La condition de “province” de l’Empire est pourtant extrêmement négative pour les grandes masses de l’Amérique du sud et ne fait qu’aggraver leur niveau de pauvreté et d’exclusion. Cette condition devient particulièrement repoussante pour de grands secteurs de ces masses principalement d’origine indigène ou africaine, comme le montrent, à l’heure actuelle, le néo-indigénisme des pays andins et le néo-africanisme de l’Haïti.

### **3. Les quatre prochaines années**

Les quatre prochaines années se revêtiront d’une grande importance pour la destinée de l’Amérique du sud. Il s’agit, d’un côté, des quatre dernières années de la première décennie du XXI<sup>ème</sup> siècle, donc de la période qui lui imprimera ses caractéristiques principales qui, à leur tour, exerceront une grande influence sur les années subséquentes. D’un autre côté, il s’agit de la période qui, au Brésil, correspondra à la possibilité d’un nouveau mandat de Lula ou, moins probablement, de la présidence Alckmin. Cette période connaîtra encore un Venezuela sous Chavez et une Argentine probablement sous le deuxième mandat de Kirchner. Dans ce contexte, les résultats des élections brésiliennes en octobre 2006 exerceront une grande influence sur la région.

Si bien que la candidature Alckmin atteint, à la moitié de 2006, une marge d’acceptation supérieure à celle que l’on attendait, l’élection de Lula au premier tour est encore plus probable. Si ce n’est pas le cas, il est possible qu’une

importante quantité de votes qui, selon les sondages, iront à la sénatrice Heloisa Helena, s'orientent vers Lula, lui assurant la victoire au deuxième tour. Il n'est toutefois pas impossible que ces votes, exprimant un manifeste désenchantement pour Lula, aillent à Alckmin et le fassent président.

Ce que signifierait une présidence Alckmin ou un deuxième mandat de Lula, est quelque chose qui se revêt d'une grande marge d'imprévisibilité. On peut pourtant croire que Lula continuera à montrer de significatives limitations comme chef de gouvernement et une bonne performance comme Chef d'État. Pour ce qui est de Alckmin, on peut raisonnablement croire que son improbable gouvernement, soit internement, soit internationalement, revêtirait des caractéristiques clairement gestionnaires.

Dans l'hypothèse d'un gouvernement Alckmin, tout montre que ses priorités seraient les questions internes. Sa campagne électorale se développe autour de deux grandes promesses: une robuste reprise du développement national et une stricte probité administrative. Conservateur équilibré, Alckmin ferait face, internement, à une alternative décisive: rompre le néo-libéralisme monétaire qui a marqué les gouvernements précédents et instituer, bien qu'avec des précautions anti-inflationnistes, une politique néo-développementiste ou, encore précautionneusement, maintenir, dans l'essentiel, le néo-libéralisme précédent. Dans le deuxième cas, un futur gouvernement Alckmin tendrait à être, en termes plus modestes, une réitération du gouvernement Cardoso. Dans l'hypothèse, moins probable, de l'option pour un vigoureux

développement, le Brésil pourrait revivre l'expansionnisme économique de l'ère Kubitschek.

Au plan international, on peut prévoir, dans un hypothétique gouvernement Alckmin, une continuation de la politique extérieure de Cardoso, quoique plus américainiste. Cela signifierait un engagement plus global qui mettrait l'accent sur les relations avec les USA (y compris un regrettable appui à l'ALCA) et avec l'UE et prioriserait moins la politique sud-américaine. Le résultat probable de cette politique extérieure tendrait à être le ralentissement de l'intégration sud-américaine et une capacité médiocre pour administrer la crise du Mercosud. Dans un tel contexte, l'entente entre Chavez et Kirchner tendraient à se renforcer en détriment de l'influence brésilienne en Amérique du sud.

Dans l'hypothèse, plus probable, d'un deuxième gouvernement Lula, il se trouvera devant une importante alternative: (1) répondre aux insistantes demandes des dirigeants du PT, qui verront dans le deuxième mandat de Lula une dernière chance face à la perspective d'un long futur éloignement du pouvoir, ou (2) essayer de donner un sens historique à ce deuxième mandat, s'entourant de personnes extrêmement compétentes et intègres et mobilisant l'opinion publique en vue d'appuyer un effort vigoureux pour le développement interne et une politique extérieure dynamique où l'Amérique du sud serait une priorité.

Pour Lula, la conduite intelligente serait l'option pour une posture historique, qui lui vaudrait un grand appui du peuple et tendrait, en conséquence, à avoir une base satisfai-

sante au Parlement. Dans cette hypothèse, le Brésil serait conduit à un développement économique et social accéléré et jouirait de conditions favorables pour mettre en oeuvre une importante politique sud-américaine.

Une politique sud-américaine réussie, à partir d'une situation domestique favorable, dépendrait, pour Lula, de la mesure où il réussirait à convaincre Kirchner et Chavez de former avec lui un leadership partagé. Chavez se verrait devant la possibilité d'être réduit à un modeste caudillisme andin, combattu dans la sous-région même par la Colombie d'Uribe et par le Pérou d'Alain Garcia; ou bien de participer à un grand leadership triple sud-américain menant à la consolidation du Mercosud et de la Communauté Sud-américaine de Nations, avec une vaste et croissante influence internationale. Cette même perspective séduirait Kirchner, à condition qu'il soit sûr de l'importance de sa co-participation au triple leadership.

Il est pourtant impératif de reconnaître, d'après ce que l'on sait de la personnalité de Lula, qu'elle ne le mène pas aux efforts exigés par une conduite de grandeur. Tout au contraire, le profond esprit de compagnonnage qui le caractérise tendra à le rendre bienveillant en ce qui touche les exigences de ses compagnons de parti. Il est ainsi beaucoup plus probable qu'un futur gouvernement Lula soit marqué par une forte contradiction entre une politique interne incompétente, caractérisée par un exorbitant favoritisme de parti et la tentative de pratiquer une politique sud-américaine importante dont les objectifs ne pourront pourtant pas

être atteints dû à l'affaiblissement domestique de l'État brésilien.

Cette perspective ouvre le champ à deux questions finales. Est-ce que l'on pourra, dans un futur gouvernement Lula, internement incapacité, avancer vers l'intégration sud-américaine sous un leadership conjugué de Kirchner et Chavez? D'autre part, supposant que des résultats satisfaisants en matière d'intégration régionale ne soient pas atteints pendant les quatre prochaines années, pourra-t-on rattraper le temps perdu au long des années subséquentes?

La difficulté pour obtenir un progrès important de l'intégration sud-américaine – dans l'hypothèse de la constitution d'un double leadership Kirchner-Chavez – se trouve, en fonction des observations antérieures, dans la tendance qu'aurait ce leadership à revêtir des caractéristiques anti-brésiliennes. Ainsi, aucune intégration sud-américaine n'est faisable sans la participation active de l'Argentine – et encore moins si elle a un caractère anti-argentin –, et il en est de même pour le Brésil. L'intégration sud-américaine n'est réalisable que sous le triple leadership du Brésil, de l'Argentine et du Venezuela.

Dans quelle mesure, si l'on n'accomplit pas l'intégration sud-américaine pendant les quatre prochaines années, pourra-t-on la mettre en œuvre plus tard? Il n'y a pas de réponse incontestable à cette question. L'histoire ne se développe pas linéairement, beaucoup de surprises y surviennent, comme l'illustrent en ce moment les cas de la Chine et de l'Inde. Malgré cela, il faut reconnaître les grandes faiblesses

de l'Amérique du sud dans les conditions actuelles du monde. L'Union européenne, qui serait très bénéficiée par l'émergence d'une Amérique du sud intégrée et de plus en plus indépendante, ne s'en rend pas compte, à cause d'une euromyopie rénitente et à d'autres circonstances qui la privent d'une action internationale adéquate.

Les États Unis, au contraire, maintiennent un grand projet impérial qui ne dépend pas du Président du moment. Ce projet est incompatible avec la formation d'un système sud-américain autonome. C'est ainsi que, dans les conditions actuelles du monde, ne pas réussir, au long des quatre prochaines années, une mise en oeuvre convenable d'efforts d'intégration de la région représentera quelque chose d'irréparable pour l'Amérique du sud. Les divisions internes en Amérique du sud se trouveront exacerbées. Le Mercosud sera dissous ou sera réduit à une entité symbolique. La plupart des pays sud-américains se transformera en simples segments du marché international et en provinces de l'Empire. La présence militaire des États-Unis, en ce moment extrêmement réduite et exercée sous le prétexte d'entraînement des Forces armées du Paraguay, aura des proportions manifestes et importantes et passera à être exercée au nom de la guerre contre le terrorisme, tout en gardant un de ses noyaux principaux sur la triple frontière.

Dans ce scénario pénible, le Chili continuera à pratiquer une politique d'étroite coopération avec les USA, et deviendra encore un exemple d'un développement territorial réussi. L'Argentine tendra à subir un divisionnisme agonique,

avec une droite renforcée essayant de suivre la ligne chilienne et un nationalisme résistant, de centre gauche, essayant de réarticuler un projet national. Le Brésil, pour sa part, tendra à subir une terrible crise sociale et verra ses métropoles périr sous l'oppression d'un terrorisme incontrôlable découlant de la mobilisation, par le narcotrafic, des gigantesques masses marginales qui les entourent et les étouffent. Dans ce contexte, une classe moyenne terrorisée fera appel à des solutions autoritaires de droite et tendra à les mettre en oeuvre par intervention militaire, soit directement, soit à travers des solutions du type Louis Bonaparte. Au-delà de cet horizon, aucune supposition n'est valable. À long terme, l'histoire est imprévisible.